

Lettre économique d'Algérie

N° 79 – mars 2019 (08/04/2019)

© DG Trésor

Economie

[Télécharger le rapport](#)



Résultats et classement de l'Algérie
sur les indicateurs de l'indice ETI

	Score (0-100)	Rang (/115)
ETI	48,2	89
Performance du système	60,6	63
Croissance et développement	68,2	28
Viabilité environnementale	41,3	87
Accès et sécurité énergétique	72,2	75
Préparation à la transition	35,8	111
Institutions et gouvernance	43,9	76
Capital humain et participation	23,3	101
Infrastructures et cadre des affaires	33,8	102
Capital et investissement	14,4	115
Réglementation et engagement politique	52,1	69
Structure du système énergétique	47,6	78

Le Forum de Davos publie l'Indice de Transition Energétique 2019

Le Forum Economique Mondial (WEF) a créé en 2018 un indice composite (*ETI*) destiné à évaluer à travers 40 indicateurs pondérés 1) la performance du système énergétique et 2) le degré de préparation en matière de transition énergétique, c.à.d. de transformation structurelle profonde des modes de production et de consommation d'énergie, pour 115 économies. La performance du système (1) est appréciée à l'aide de 3 critères : sécurité & accès à l'énergie, viabilité environnementale et contribution au développement économique (impact sur les ménages, les entreprises et les exportations). Quant au degré de préparation à la transition énergétique (2), il est jaugé à travers 6 critères : le cadre lié au capital & à l'investissement, la réglementation et la volonté politique, les institutions et la gouvernance, l'environnement en matière d'innovation, le capital humain & l'implication des consommateurs ainsi que la structure du système énergétique.

Au niveau planétaire, le WEF souligne que l'indice ETI 2019 a affiché sa plus faible progression en cinq ans alors que les défis liés à la transition énergétique restent considérables. Ceci s'explique notamment par le recours continu aux centrales à charbon, par l'augmentation du prix des matières premières ou encore par le manque de progrès de la part des économies avancées en termes de réduction des émissions de CO2 et de l'intensité carbone dans leur production d'énergie primaire.

Quant à la région Afrique du Nord Moyen-Orient (ANMO), elle représenterait 6,8% de la consommation énergétique mondiale et 7,1% de la population mondiale d'après le WEF. 92% de sa production d'énergie primaire serait issue des hydrocarbures et son intensité carbone serait par conséquent deux fois supérieure à la moyenne mondiale. Le WEF note que les performances de la région ANMO dans le domaine de la soutenabilité environnementale sont particulièrement faibles, cette zone affichant le plus haut taux de pollution de l'air extérieur au monde. L'impact économique positif du prix de l'électricité et du gaz en moyenne très bas dans la région est contré par le niveau moyen de subventions par rapport au PIB, ce dernier étant le plus élevé au monde. Le fort taux moyen d'électrification (98%) est contrebalancé par l'insécurité énergétique liée à un mix énergétique centré sur le gaz et le pétrole. Enfin, les tensions géopolitiques et l'instabilité politique dans la zone sont nuisibles à l'intégration des systèmes énergétiques et à l'attraction des IDE nécessaires à la transition.

Avec un score composite de 48,2/100, l'Algérie se classe 89^{ème}/115 au niveau mondial et 9^{ème}/14 dans la région ANMO en 2019 (en 2018 : 79^{ème}/114). Sur le critère de la performance du système énergétique, l'Algérie a de bons résultats en termes de contribution au développement économique (28^{ème}/115) grâce à des prix faibles de l'énergie pour les ménages et les industriels. Ses performances sont plus mitigées en termes de soutenabilité environnementale et de sécurité énergétique en raison d'une pollution aux particules fines élevée, d'une production d'énergie primaire fortement carbonée et d'un mix énergétique peu diversifié. Sur le critère de préparation à la transition énergétique, l'Algérie affiche ses meilleures performances dans les domaines de la gouvernance et de la volonté politique (nb : l'Algérie est signataire des engagements de la COP21). Elle enregistre en revanche des scores faibles sur les indicateurs liés à l'environnement des marchés financiers, au capital humain, aux infrastructures et au cadre des affaires innovant.

Pour rappel, l'Algérie organisera un forum international sur le thème de la transition énergétique début avril, en préparation du sommet des deux rives de la Méditerranée qui aura lieu en juin à Marseille.



Economie

L'UNECA publie son rapport économique sur l'Afrique 2019

[Télécharger le rapport](#)



Publication phare de la Commission Economique pour l'Afrique de l'ONU (UNECA), le rapport économique sur l'Afrique 2019 revient sur 1) les développements macro-économiques récents du continent et 2) le rôle de la politique budgétaire pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030.

Si en Afrique la croissance a légèrement ralenti, de 3,4% en 2017 à 3,2% en 2018, elle a freiné plus fortement en Afrique du Nord, de 5,3% à 3,7%, en raison de i) la chute de la consommation privée consécutive à la montée de l'inflation dans certains pays et ii) l'instabilité politique en Libye. L'inflation a chuté d'une moyenne de 20,7% en 2017 à 15,4% en 2018 pour les pays exportateurs de pétrole et de 5,7% à 5,2% pour les pays importateurs de pétrole. Le déficit budgétaire s'est globalement réduit en Afrique, de 5,3% du PIB en 2017 à 5,0% en 2018, tout comme le déficit courant, de 3,9% à 3,0% du PIB (effet notamment de la remontée des prix des matières premières). La dette publique brute totale a stagné autour de 59,1% du PIB en 2017 en g.a mais avait fortement augmenté durant la période précédente, notamment chez les pays exportateurs de pétrole (de 20% du PIB en moyenne sur 2011-2013 à 57% du PIB en 2017). En outre, la dette publique pondérée au niveau africain a légèrement augmenté, de 48,4% du PIB en 2017 à 50,5% en 2018 pour la dette intérieure et de 35,5% à 37,6% dans le même temps pour la dette extérieure.

Dans une seconde partie, le rapport indique que l'Afrique devra mobiliser près de 11% de PIB par an supplémentaire pour réaliser les objectifs de développement durable et aura également besoin de porter la croissance économique d'un taux de 3,2% actuellement à un taux à deux chiffres (via l'amélioration considérable de sa productivité et la hausse de son taux d'investissement annuel, de 25% du PIB actuellement à 30-35% du PIB). Pour cela, le rapport soutient que les économies africaines peuvent notamment accroître leurs recettes publiques de 12 à 20% de PIB annuellement, par la mise en œuvre de réformes dans 6 domaines clés. Il s'agira notamment, d'élargir et d'approfondir l'assiette fiscale, d'améliorer le fonctionnement de l'administration fiscale, de lutter contre l'évasion fiscale, de renforcer le recouvrement des recettes non fiscales et d'améliorer la gouvernance des ressources naturelles afin de lutter contre la fraude fiscale. L'Afrique affiche en effet le plus faible ratio continental de recettes publiques/PIB à 21,4% en 2018 – en raison notamment d'un taux d'imposition moyen particulièrement faible à 17% du PIB. De surcroît, seuls 40% des pays africains disposaient d'une « marge de manœuvre budgétaire » positive sur la période 2016-2018 (différence entre le plafond budgétaire recommandé et l'endettement actuel), alors que le montant cumulé de cette « marge de manœuvre » (155 Mds USD) serait de surcroît négligeable par rapport aux besoins.

Enfin, l'UNECA note que l'Algérie serait le 3^{ème} pays d'Afrique avec le plus haut ratio de recettes publiques/PIB à 37% du PIB. Le pays aurait également tiré parti de sa croissance au cours des dix dernières années pour accroître ses recettes non-fiscales, lesquelles auraient atteint 5,5% du PIB en 2018, soit le 11^{ème} rang africain.



Economie

Le COSOB publie son rapport pour l'année 2018

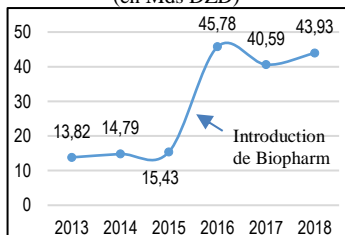
[Télécharger le rapport](#)

Evolution du DZAIINDEX, indice boursier de référence, en 2017 et 2018 (en points)



Source : Société de Gestion de la Bourse des Valeurs (SGBV)

Evolution de la capitalisation boursière (en Mds DZD)



Source : Société de Gestion de la Bourse des Valeurs (SGBV)

Pour le Comité d'Organisation et de Surveillance des Opérations de la Bourse (COSOB), l'année 2018 a été marquée par la modernisation du marché financier algérien. Le cadre juridique du marché boursier a été modifié afin notamment de favoriser la liquidité du marché (hausse du nombre de séances, élargissement des bandes de cotation). La Bourse d'Alger a également fait l'acquisition d'un nouveau système d'information, qui sera progressivement implémenté en 2019 et permettra de faire du trading directement en ligne, permettant ainsi d'éviter d'avoir à se déplacer au siège de la Bourse d'Alger.

L'année 2018 a également vu l'introduction en bourse d'une nouvelle valeur, AOM Invest, compagnie spécialisée dans les études, le développement et l'exploitation de projets touristiques dans le secteur thermal. Il s'agit de la 1^{ère} PME à rejoindre la Bourse d'Alger depuis la création d'un compartiment dédié en 2012, portant ainsi à six le nombre total de titres côtés (nb : d'après une annonce du COSOB début 2019, cinq PME supplémentaires auraient déposé leur dossier).

Par ailleurs, le COSOB a accordé définitivement l'agrément d'Intermédiaire d'Opération en Bourse (IOB) aux banques islamiques Al Salam et Al Baraka. L'IOB Tell Market a reçu son agrément pour exercer l'activité de gestion de portefeuille pour le compte d'OPVCM et l'autorisation du ministère des Finances pour gérer des fonds d'investissement. Le COSOB a également donné son accord de principe pour inscrire la société tunisienne ABC Consulting comme « promoteur en bourse » (société de conseil financier dont la mission est d'accompagner les PME qui souhaitent intégrer le marché boursier).

En termes de coopération, on notera la signature de conventions de partenariat avec deux écoles de commerce (ESC-EHEC) afin de préparer des programmes de formation en analyse et ingénierie financière ainsi que la signature de conventions de coopération avec la Banque d'Algérie et la Cellule de Traitement du Renseignement Financier (CRTF) portant sur l'échange d'informations, d'expérience et d'expertise.

En 2018, la capitalisation boursière globale a augmenté de 8,2% à 43,9 Mds DZD (376,4 M USD) grâce au rétablissement du marché principal (+7% à 43,7 Mds DZD soit 374,7 M USD – hausse de tous les titres sauf NCA Rouiba et Sidal) et grâce à l'ouverture du capital d'AOM Invest (+347,8 M DZD ; 3 M USD).

Sur le marché actions, le volume global des échanges a chuté de près de 52% à 226 555 titres alors que la valeur des titres échangés a reculé de près de 32% à 206,1 M DZD (1,8 M USD). 440 transactions ont eu lieu en 2018, un chiffre globalement stable. Les échanges, en volume comme en valeur, se sont essentiellement portés sur le titre Biopharm, porté par un contrat de liquidité (service procuré par un intermédiaire financier destiné à fluidifier le cours boursier d'une entreprise). Le nombre de comptes titres (comptes par lesquels les particuliers peuvent investir sur des valeurs mobilières) est en légère augmentation (+189 à 21483) mais la valeur moyenne des échanges par investisseur est insignifiante à 9594 DZD – 82 USD (beaucoup de comptes sont inactifs).

Sur le marché obligataire, on n'enregistre pas de nouvelle introduction en 2018. Cinq emprunts obligataires institutionnels sont en circulation pour un encours global de 168,2 Mds DZD – 1,4 Md USD (+2,3%). 27 lignes d'obligations assimilables au Trésor (OAT) sont toujours en circulation pour un encours de 444,4 Mds DZD – 3,8 Mds USD (+8,1% - une ligne de 40,5 Mds DZD ayant été émise en 2018). L'activité sur le marché secondaire des OAT est en augmentation mais reste très limitée.

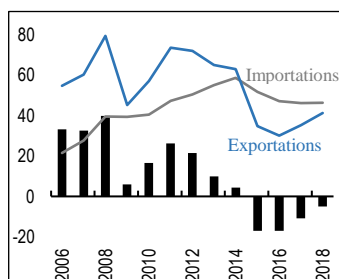
Le COSOB rappelle enfin le faible niveau de liquidité sur le marché et insiste sur le long travail qu'il reste encore à réaliser en termes de communication, démarchage, conseil auprès des investisseurs potentiels et actuels pour aboutir à un marché dynamique et liquide.



Economie

Le commerce extérieur de l'Algérie en 2018

Evolution de la balance commerciale algérienne (Mds USD)



Sources : Ministère des Finances, Direction Générale des Douanes, DGPP

Principaux partenaires commerciaux de l'Algérie en 2018 (Mds USD) ; point de vue de l'Algérie

	Importations	Exportations
Italie	3,7	6,1
France	4,8	4,6
Chine	7,9	1,3
Espagne	3,5	5,0
USA	1,6	3,9
Turquie	2,3	2,3

Sources : Ministère des Finances, Direction Générale des Douanes

Le Centre National de l'Informatique et des Statistiques (CNIS) a publié les statistiques du commerce extérieur de l'Algérie pour l'année 2018.

En 2018, l'Algérie a enregistré un déficit commercial de l'ordre de 5,03 Mds USD, les exportations s'établissant à 41,2 Mds USD et les importations à 46,2 Mds USD. Le déficit commercial algérien continue donc de se résorber, celui-ci ayant atteint 10,9 Mds USD en 2017 et plus de 17 Mds USD en 2016 et 2015. Cette baisse tendancielle du déficit est à mettre conjointement au crédit d'une hausse des exportations (de 35 Mds USD en 2015 à 41 Mds USD en 2018) et d'une baisse plus progressive des importations (de 52 Mds USD en 2015 à 46 Mds USD en 2018).

La forte hausse des exportations en 2018 par rapport à 2017 (+17%) est principalement le fait de la hausse du prix des hydrocarbures, ces derniers composant 93% des exportations algériennes. Si les exportations hors-hydrocarbures restent marginales (7% du total soit 2,8 Mds USD), elles ont augmenté de près de 47% par rapport à 2017.

Quant aux importations, elles ont légèrement augmenté (+0,3%) par rapport à 2017. On notera une baisse de 4% des importations de biens destinés à l'outil de production (30% du total) et des importations de biens d'équipement (30% du total également). Les importations de biens non-alimentaires (21% du total) ont bondi de 15% en raison de la hausse des achats de kits de montages SKD/CKD pour les véhicules (+79%) et de médicaments (+14%). Les importations de biens alimentaires (19% du total) ont cru de 2% en raison essentiellement de la hausse des achats de céréales (+12%) alors que les achats des autres principaux produits de cette catégorie (produits laitiers, sucres, légumes...) ont chuté.

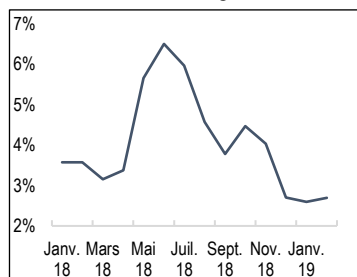
Les pays de l'Union Européenne (UE) sont toujours les principaux partenaires commerciaux de l'Algérie, absorbant 57% de ses exportations de l'Algérie et fournissant 46% de ses produits importations (une part de marché stable). L'Asie est le 2^{ème} partenaire commercial du pays, couvrant 27% des importations algériennes mais absorbant seulement 13% de ses exportations (en 2018 les exportations algériennes vers l'Asie ont néanmoins cru de 49%).

La France (10% de part de marché ; +11% d'exportations sur un an), l'Italie et l'Espagne se placent comme deuxième, troisième et quatrième fournisseurs de l'Algérie, derrière la Chine (17% de part de marché). L'Italie reste le premier client de l'Algérie, absorbant près de 15% de ses exportations, devant l'Espagne (12%; +22% d'importations) et la France (11%).

Economie

Point sur l'inflation en 2018 et début 2019

Evolution de l'Indice des prix à la Consommation (IPC) en glissement annuel



Source : ONS

D'après l'ONS, l'indice des prix à la consommation a cru en moyenne de 4,3% au cours de l'année 2018, soit un ralentissement par rapport au rythme d'inflation observé en 2017 (+5,5%).

En 2018, l'inflation a été essentiellement tirée par le poste « alimentation – boissons » qui a cru en moyenne de 3,3% (43% des dépenses des ménages dans l'indice) ainsi que par le poste « transports et communications » qui a augmenté en moyenne de 5,5% (16% des dépenses des ménages dans l'indice). La hausse des prix alimentaires a été principalement portée par les produits agricoles frais (+4,1%) – viandes, volailles, œufs, fruits et légumes notamment – alors que les prix des produits alimentaires industriels ont cru à un rythme moins rapide (+2,6%). De manière générale, on notera que les prix des biens manufacturés et des services ont subi une hausse de près de 5% en moyenne.

Sur les deux premiers mois de l'année 2019, le taux d'inflation en glissement annuel est resté stable (+2,6% en janvier et +2,7% en février, après +2,7% en décembre donc), dans la lignée de la décélération observée sur la deuxième partie de l'année 2018. L'IPC avait en effet atteint un pic à 6,5% de croissance au mois de juin 2018 avant de ralentir (cf. graphique).

Pour 2019, le gouvernement algérien table sur une inflation moyenne de +4,5%. En octobre dernier, le Fonds monétaire international (FMI) prévoyait lui une inflation de +6,7% pour cette même année 2019.

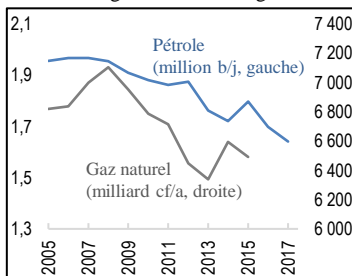


Economie

L'agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) publie un rapport sur le secteur énergétique algérien

[Télécharger le rapport](#)

Evolution de la production de pétrole et de gaz naturel en Algérie



Source : EIA

Dans un rapport daté du 25 mars, l'EIA (Energy Information Agency) effectue un état des lieux du secteur énergétique en Algérie. Reprenant des données antérieures, l'agence rappelle que les réserves prouvées de pétrole (on-shore) s'établiraient à 12,2 Mds de barils au début de l'année 2018, alors que celles de gaz naturel atteindraient les 159 000 Mds de pieds cubes (cubic feet, cf). D'après BMI Research, les six raffineries algériennes auraient une capacité de production de 618 000 barils/jour.

La production de produits pétroliers en Algérie se serait élevée à 1,6 M de barils/jour en 2017 (dont 1,0 M barils/jour de pétrole brut). Le pays aurait exporté pour 580 000 barils/jour de pétrole et de condensats, principalement vers l'Europe (57%), la région Asie-Pacifique et l'Amérique captant chacune environ 20% du pétrole exporté.

La production brute de gaz naturel se serait élevée à 6,5 Tcf en 2015 d'après Cedigaz. L'Algérie aurait exporté 2 Tcf de gaz en 2016, principalement vers l'Europe (83%) alors que la région ANMO aurait capté 15% de ses exportations.

Sur le plan domestique, deux tiers de l'énergie consommée proviendrait du gaz et un tiers du pétrole, la consommation d'énergie renouvelable ou via le charbon étant négligeable. La production d'électricité aurait atteint 19 GW en 2016 pour une consommation de 56 Mds kWh (doublement en dix ans). Si le réseau électrique dessert 99% de la population, il subirait de fortes pertes (15,9% en 2016).

Relevant le déclin de plusieurs gisements actuellement exploités (*cf. graphique*), la croissance de la consommation domestique et les pertes liées aux systèmes de transmission et de distribution électrique, l'agence américaine souligne néanmoins le potentiel des réserves de gaz de schiste et de gaz naturel dans le Sud-Ouest du pays ainsi que l'exploration encore limitée des champs de pétrole off-shore.

Economie

Tenue des premières rencontres algéro-françaises de l'industrie pétrolière et gazière puis du salon NAPEC à Oran



Les premières rencontres algéro-françaises de l'industrie pétrolière et gazière ont eu lieu les 5 et 6 mars au centre des conventions d'Oran, réunissant 200 entreprises algériennes et 33 entreprises françaises, dont les groupes Sonatrach, Total ou Engie. Organisées par la Chambre de Commerce et d'Industrie Algéro-Française (CCI AF), ces deux journées ont notamment eu pour objectifs la promotion des partenariats industriels entre les entreprises des deux pays ainsi que l'échange et la confrontation des opportunités entre les différents chefs d'entreprises.

Parallèlement, la neuvième édition du salon NAPEC (North Africa Petroleum Exhibition and Conference) s'est tenue du 10 au 13 mars, également dans la ville d'Oran. Exposition des dernières innovations dans le secteur, dialogue entre les différents acteurs et conférences sur les futurs enjeux étaient notamment au programme de ce salon. Près de 570 participants venant de 40 pays dont Sonatrach, Sonelgaz, Total, Siemens, Eurep (Mali), Etap (Tunisie), NOC (Lybie), la Société Mauritanienne des Hydrocarbures et des représentants du Ministère nigérien du pétrole étaient rassemblés.



Economie

Tenue du salon Batimatec à Alger

Hall d'exposition de Batimatec



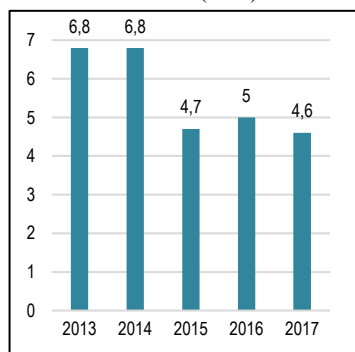
Le 22^{ème} salon international du Bâtiment, des Matériaux de construction et des Travaux Publics (*Batimatec*) s'est tenu du 24 au 28 mars au Palais des Expositions (Safex) à Alger. Avec une participation de plus de 1000 exposants (doublement en 10 ans), dont plus de 400 sociétés étrangères, Batimatec est le plus important rassemblement à l'échelle africaine des professionnels du bâtiment. La quasi-totalité des segments de la construction sont représentés (matériaux de construction, gros et seconds œuvres, voiries & réseaux, équipements et outillages, matériel de sécurité, services, etc.). On notera que l'accent de cette 22^{ème} édition a été placé sur l'efficacité énergétique, l'urbanisme à l'ère du numérique (smart-cities, maquettes numériques) ainsi que sur l'innovation architecturale.

Avec plus de 30 entreprises présentes dans divers secteurs, la France a fait partie des principaux pays participants (avec la Chine, la Turquie, l'Espagne, le Qatar...). La délégation française a été emmenée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la région PACA (CCIR PACA).

D'après l'ONS, le secteur du BTPH est l'un des principaux piliers de l'économie algérienne, représentant 11,8% du PIB en 2017 (+3 points en 10 ans). Le BTPH constitue ainsi le 2nd employeur du pays fin 2018 avec près de 1,8 M d'emplois, soit près de 16% de l'emploi total, répartis dans près de 3500 entreprises. Avec une croissance en volume proche de 5% au cours des trois dernières années, il est également le 2nd contributeur à la croissance du PIB derrière les services marchands. Il est largement tiré par la commande publique, une part substantielle du budget d'équipement étant dédié à la réalisation de projets d'infrastructures, et notamment de logements (1,2 M de logements auraient été construits sur la période 2015-2018, soit un rythme d'environ 300 000 logements par an).

Le secteur du BTPH est également au centre de la politique énergétique de l'Algérie. D'après le Centre de Développement des Energies Renouvelables (CDER), ce secteur serait de loin le plus énergivore, représentant près de 41% de la consommation d'énergie finale. Il fait partie intégrante du programme national d'efficacité énergétique (PNEE) adopté en 2016, qui comprend entre autres la réalisation de projets d'isolation thermique (objectif de 100 000 logements/an à l'horizon 2030 avec une prise en charge par l'Etat de 80% des surcoûts), l'installation de chauffe-eaux solaires individuels et la diffusion de lampes LED. En marge de Batimatec, l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'énergie (APRUE) a d'ailleurs annoncé le lancement, par voie d'appel d'offres, d'un nouveau programme d'isolation thermique (toitures, fenêtres) de 1000 équivalents logements/an. Un nouveau décret encadrant la construction éco-énergétique devrait également être adopté en 2019 ou 2020 d'après l'APRUE.

Croissance en volume du secteur du BTPH (en %)



Source : DGPP


Indicateurs socio-économiques
Tableau de bord-indicateurs clés

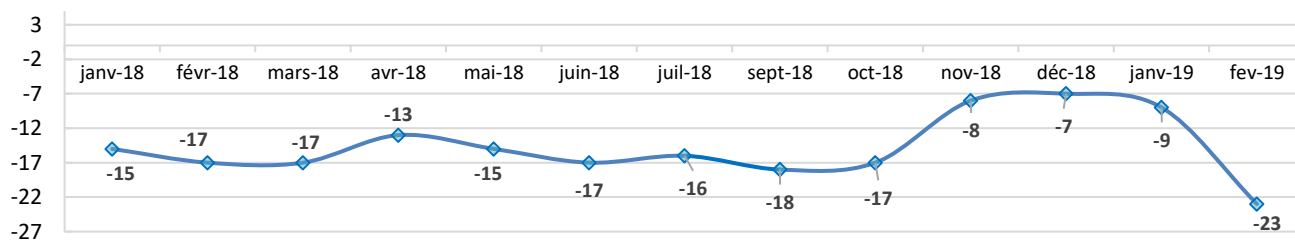
Population (au 1er janvier 2018)	42,2 millions d'habitants
PIB/habitant USD (2017)	4044 USD
PIB/habitant en PPA USD (2017)	15167 USD
IDH (2017)	0,754 (85 ^{ème} sur 191)
Classement Doing Business (2019)	157 ^{ème} sur 190
Taux de chômage (septembre 2018)	11,7%
Taux d'inflation (rythme annuel en décembre 2018)	4,3 %
Taux de change moyen EUR/DZD (février 2019)	135,0
Prix du baril de pétrole brut (Sahara Blend – moyenne mensuelle janvier 2019)	60,1 USD
Réserves de change (au 31 juin 2018)	88,6 Mds USD

Sources : ONS, PNUD, Banque mondiale, Banque d'Algérie, OPEP, FMI

Indicateurs macroéconomiques annuels

	2015	2016	2017	2018*	2019**	
PIB, croissance et inflation	PIB (en Mds USD, à prix courants)	166	160	168	178	200
	Taux de croissance du PIB à prix constants (en %)	3,7	3,2	1,4	2,3	2,7
	PIB hors hydrocarbures (en Mds USD, à prix courants)	134	131	135	140	147,5
	Taux de croissance du PIB HH à prix constants (en %)	5,0	2,3	2,2	4,0	3,1
	Taux d'inflation (moyenne annuelle, en %)	4,8	6,4	5,6	4,3	6,7
	Taux d'investissement (en % du PIB)	52,9	53,9	51,0	50,6	46,1
Comptes publics	Taux d'épargne (en % du PIB)	36,4	37,4	37,8	41,6	38,1
	Solde budgétaire (en % du PIB)	-15,3	-13,1	-6,6	-6,1	-5,0
	Solde budgétaire hors hydrocarbures (en % du PIB HH)	-22,9	-15,9	-8,3	-12,9	-11,8
	Dette publique (en % du PIB)	8,7	20,4	27,5	32,9	38,8
	Dette extérieure brute (en % du PIB)	1,8	2,4	2,4	2,1	1,9
Comptes externes	Fonds de régulation des recettes (en Mds DZD)	4408	2074	784	0	0
	Balance commerciale (en Mds USD)	-18,1	-20,1	-14,4	-9,4	-11,6
	Balance des services et des revenus (en Mds USD)	-12,0	-8,9	-10,7	-11,9	-11,8
	Transferts nets (en Mds USD)	2,8	2,8	3,0	3,1	3,2
	Flux nets d'IDE (en Mds USD)	-0,7	1,6	1,2	1,5	1,6
	Balance courante (en Mds USD)	-27,3	-26,5	-22,1	-16,9	-15,9
Monnaie	Balance des paiements (en Mds USD)	-27,5	-26,3	-21,8	-17,0	-18,9
	Avoirs extérieurs bruts (en Mds USD)	142,6	112,9	97,3	82,6	64,1
	Avoirs intérieurs nets (en Mds DZD)	-1517	1374	3900	7226	10078
	Crédits à l'économie (en Mds DZD)	7277	7910	8880	10102	10867
	Monnaie et quasi monnaie M2 (en Mds DZD)	13705	13816	14974	16664	17491

Source : FMI, Banque d'Algérie *estimations **prévisions

Baromètre du Forum des Chefs d'Entreprises : indice de confiance des chefs d'entreprises


Les chefs d'entreprises membres du FCE sont interrogés sur leurs perspectives de production, leur volume de commandes et le niveau actuel de leurs stocks. Les valeurs du baromètre correspondent à la moyenne du solde de leur opinion (positive ou négative) sur chacun de ces items.

Copyright

 Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique d'Alger (adresser les demandes à alger@dgtrésor.gov.dz).

Auteur : Service Économique Régional d'Alger

Adresse : 25 chemin Abdelkader Gadouche 16035 Hydra

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.

Rédigé par : Alix Vigato, Laurent Boulan

Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Revu par : Denis Le Fers